

*Les crédits*

conférence est dédiée à la croissance de l'intérêt porté dans le domaine des sciences au Canada.

*[Traduction]*

La population s'inquiète parce que certains sondages montrent que de nombreux Canadiens ne reconnaissent pas suffisamment l'importance que revêt la science pour notre nation. Ils ne comprennent pas autant qu'ils le devraient comment la science peut contribuer au bien-être de notre société. La conférence d'aujourd'hui vise à sensibiliser la population à la science, par l'entremise des médias, et à encourager les scientifiques à se rendre dans les écoles pour expliquer à nos jeunes, aux étudiants et étudiantes des universités, ce que la science fait pour notre pays et aussi pour toute l'humanité.

À l'heure actuelle, nous devrions surtout tenter de répondre à la question suivante: comment la recherche et le développement, la science et la technologie, pourraient-ils vraiment favoriser le bien-être économique, social et culturel du Canada, étant donné les problèmes que posent l'intolérance, les conflits, la guerre et la pollution? Comment la recherche et le développement pourraient-ils nous éclairer sur les façons de résoudre plus positivement et raisonnablement ces problèmes? La situation actuelle dans le secteur de la recherche et du développement, de la science et de la technologie, et dans tous les autres domaines connexes, est-elle si alarmante?

Je voudrais vous citer un extrait d'un article paru aujourd'hui dans *Le Devoir*.

*[Français]*

Les entreprises locales ont obtenu l'autorisation d'importer 473 spécialistes destinés à occuper des emplois en haute technologie et d'autres types de fonctions reliées l'an dernier.

Et je continue la citation:

Dans un même temps, l'inscription aux cours de science, d'ingénierie et d'information chute dramatiquement.

• (1740)

*[Traduction]*

À l'heure actuelle, que fait le gouvernement pour modifier cette ligne de conduite? Examinons les faits, qui, incidemment, sont cités par le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie du premier ministre. Je veux insister sur ce point.

En examinant le pourcentage que représentent les dépenses brutes en matière de recherche et de développement par rapport au produit intérieur brut, on constate que le Canada vient après les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Suède, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Japon. En ce qui concerne la R-D financée par l'industrie en pourcentage du produit intérieur brut, il est encore le dernier. En ce qui concerne la R-D financée par le

gouvernement en pourcentage du produit intérieur brut, il est l'avant-dernier. Quant à la R-D effectuée par le gouvernement en pourcentage du produit intérieur brut, il se situe au milieu. Où se situe la R-D effectuée par l'enseignement supérieur en pourcentage du produit intérieur brut? À l'avant-dernier rang. En ce qui concerne le nombre de brevets nationaux accordés par 100 000 habitants? À l'avant-dernier rang. Quant au nombre de brevets internationaux accordés au prorata de la population? Au dernier rang. Pour ce qui est du nombre de diplômés d'études supérieures accordés par population? Nous sommes au milieu. Quant au nombre de scientifiques et d'ingénieurs faisant partie de la population active, nous sommes le dernier de ces pays. Et pour le nombre d'industries à forte concentration technologique ayant un effet positif sur la balance commerciale? Nous sommes au dernier rang. J'insiste sur le fait que ces chiffres viennent du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie du premier ministre.

On s'est déjà beaucoup étendu sur le rôle du gouvernement en matière de recherche et de développement, mais je tiens à répéter ceci:

M. Mulroney dit que, pour faire face au changement technologique, le Canada doit doubler ses dépenses au chapitre de la recherche et du développement d'ici 1985 — soit passer de l'actuel 1,13 p. 100 du PIB à au moins 2,5 p. 100.

Ce passage est tiré de la *Gazette* du 19 mars 1983.

Voici un autre passage, extrait, celui-ci, de *Telle est ma position* de Brian Mulroney:

Et maintenant, quinze ans plus tard, ils ont le culot d'annoncer un nouvel objectif: 1,5 p. 100. Ceci illustre combien notre gouvernement est illogique et combien il manque d'engagement sérieux à l'endroit d'une pierre angulaire de notre économie.

Rappelez-vous qu'il est tombé de 1,4 à 1,32. Je pourrais continuer, mais je ne donnerai qu'une autre citation:

Le point de départ, pour moi, est de nature technologique. Si nous ne devenons pas des joueurs importants dans cette ligue majeure, nous allons devenir un peuple qui jouera dans le circuit junior B toute sa vie durant.

Voilà ce que disait Brian Mulroney en 1983. Nous ne sommes plus dans le circuit junior B, mais nous sommes tombés bien plus bas.

Qu'ont fait le premier ministre et son gouvernement pour empirer la situation? Vous savez tous, et je l'ai dit à quelques reprises, que si on compte les réductions qu'il avait promis de ne pas faire, soit les réductions de 2 p. 100 en 1986 et de 1 p. 100 en 89-90, suivies du gel, on obtient une réduction de 39 milliards de dollars des dépenses consacrées à la santé et à l'enseignement. Ces réductions ne comprennent pas celle de 39 millions de dollars en matière de sciences et de technologie, ni celles du Conseil national de recherches ni celles qui sont prévues. Ces réductions ne s'appliquent pas seulement à l'enseignement et à la santé, mais aussi dans une large mesure à la